

L'histoire et la mémoire sont deux approches différentes du passé. Dans notre société, la Seconde Guerre mondiale et la guerre d'Algérie sont des questions sensibles dont témoignent les nombreuses injonctions au devoir de mémoire. Le travail historique sur ces événements se confronte donc à des enjeux mémoriels et à des politiques de la mémoire.

Histoire et mémoire

L'histoire est une science humaine et sociale qui travaille à partir de sources diverses faisant l'objet d'un travail critique. Plus subjective, la mémoire relève d'un rapport affectif aux événements passés. Elle peut donc être plurielle et entrer en complémentarité ou en concurrence avec le travail de l'historien. Une histoire des mémoires est possible, elle permet de montrer l'évolution des représentations qu'un groupe se fait de son passé.

Enzo Traverso, *Le Passé, mode d'emploi : histoire, mémoire, politique*, La Fabrique, 2005. ►

Devoir de mémoire

Expression apparue dans les années 1990 à propos de la Seconde Guerre mondiale, le « devoir de mémoire » repose sur l'idée d'une obligation morale de se souvenir d'un événement traumatique afin de rendre hommage aux victimes. Basé sur le principe du « plus jamais ça », le devoir de mémoire est défendu par des associations « porteuses de mémoire(s) », par des collectivités territoriales ou même par l'État. L'expression est critiquée par les historiens qui préfèrent parler d'un « devoir d'histoire » qui ne serait soumis à aucune pression extérieure au champ historique.

Primo Levi, *Le Devoir de mémoire*, Mille et une nuits, 1997. ►

Politiques de la mémoire

Les collectivités territoriales et l'État mobilisent l'histoire à des fins politiques. Ce faisant, ils considèrent qu'une vision commune du passé aide à consolider la société. Ces politiques de la mémoire passent par des rituels et des symboles : commémorations officielles, construction de mémoriaux, plaques de rues... La loi et la justice peuvent être mobilisées pour définir une vision du passé ; ces politiques du passé provoquent de nombreux débats chez les historiens.

C. Andrieu, M.-C. Lavabre, D. Tartakowsky (dir.), *Politiques du passé*, Publications de l'université de Provence, 2006. ►

1. Les mémoires françaises de la Seconde Guerre mondiale

→ **REPÈRES** p. 54-55

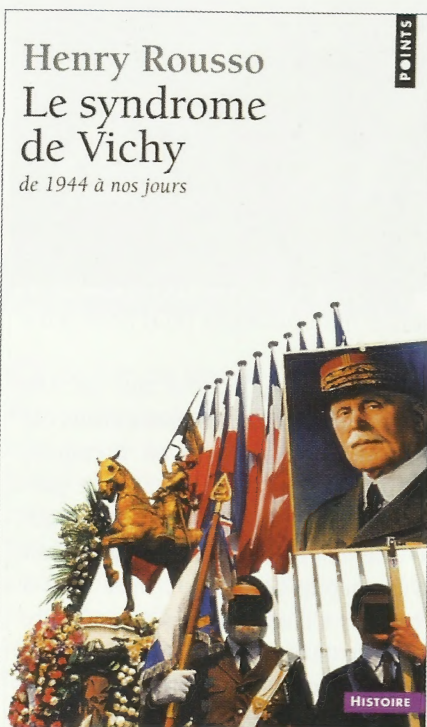
→ **ÉTUDE** p. 56-57

→ **ÉTUDE** p. 58-61

→ **HISTOIRE DES ARTS**
p. 62-63

→ **COURS** p. 74-75

Comment ont évolué les mémoires de la Seconde Guerre mondiale depuis 1945 ?



1. Henry Rousso, Le Syndrome de Vichy, 1987

• Dans cet ouvrage, l'historien Henry Rousso analyse les différentes mémoires du régime de Vichy de 1944 à la fin des années 1980.

VOCABULAIRE

• Déportation

Action d'éloigner et d'isoler un groupe. Les motifs peuvent être politiques (déportation politique comme pour les résistants) ou raciaux (déportation raciale comme celle des Juifs).

• Épuration légale

Jugement des collaborateurs selon les règles du droit.

• Épuration sauvage

Traque et châtement expéditif des personnes accusées de collaboration.

• Groupes mémoriels

Groupes qui élaborent et transmettent une mémoire commune. Ils agissent souvent comme des groupes de pression souhaitant voir s'imposer leur vision du passé.

A Entre division et unité (1945-années 1950)

■ Les questions de la Libération

- La Libération laisse place à de nombreuses questions concernant l'attitude des Français pendant la guerre. Ont-ils tous résisté ? collaboré ? Sont-ils restés passifs ?
- Les historiens soulignent pourtant la complexité de la période de l'Occupation et la difficulté à catégoriser les positions des Français. L'historien Pierre Laborie écrit ainsi : « on peut applaudir le chef de l'État tout en désapprouvant sa politique, on peut être irréductiblement hostile à l'Occupation et à la collaboration tout en lui restant fidèle ».
- Entre 1944 et 1946, les célébrations de la Libération et de la victoire sont nombreuses, ce qui montre bien la difficulté à penser et à regarder en face la réalité de la collaboration.

■ Réconcilier par la loi ?

- L'immédiat après-guerre connaît une **épuration sauvage** puis **légale**. Les tribunaux condamnent les collaborateurs et délateurs. Pierre Laval, chef du gouvernement à partir de 1942, est exécuté le 15 octobre 1945. Le maréchal Pétain, condamné à mort, voit sa peine commuée en détention à perpétuité.
- L'État réfléchit à des processus de réconciliation. Les débats parlementaires autour des **lois d'amnistie** sont très violents. Finalement, elles sont votées en 1946, 1947, 1951, puis 1953. Elles concernent d'abord les délits secondaires, puis élargissent progressivement l'amnistie à tous les crimes, exceptés les plus graves. Mais ces lois, surtout souhaitées par les partis de droite, sont vivement contestées à gauche.

■ Entre silence et oubli

- La mémoire de la **déportation raciale** émerge difficilement, car les rescapés des camps adoptent souvent le silence face à une **société qui n'est pas prête à les entendre**. L'atrocité des crimes commis dans les camps est difficile à réaliser et les Français ne font pas bien la différence entre la déportation raciale et la déportation politique. La parole des résistants l'emporte sur celle des déportés raciaux.

B La succession des régimes mémoriels (vers 1955-vers 1990)

■ Tous résistants ?

- La presse, les commémorations, le cinéma valorisent une vision héroïque de la guerre en insistant sur la Résistance. Certains historiens, dont Henry Rousso (doc 1), parlent de « **mythe résistancialiste** » pour qualifier cette croyance.
- Cependant, alors que la **mémoire communiste** insiste sur l'action centrale du parti dans la Résistance, la **mémoire gaulliste** préfère gommer les clivages politiques entre résistants et insister sur une vision unificatrice. En 1964, les cendres de Jean Moulin sont transférées au Panthéon et la mémoire gaulliste s'impose. Pour le général de Gaulle, il convient de mettre le régime de Vichy entre parenthèses. Si tous les Français n'ont pas été résistants, l'âme de la France l'était et elle se trouvait à Londres.

■ La prise de conscience de la collaboration

- À la fin des années 1960, une plus grande objectivité sur la guerre devient possible. Le général de Gaulle est critiqué, le parti communiste décline, des plaintes sont

déposées contre d'anciens vichystes pour crimes contre l'humanité, comme le militaire **Paul Touvier**.

• En 1971, le film *Le Chagrin et la Pitié* met en avant la passivité ou la collaboration. En 1973, l'historien américain **Robert Paxton** publie un ouvrage sur Vichy pointant l'ampleur de la collaboration du régime. Il discrédite aussi la **théorie du « glaive et du bouclier »** qui voulait que le régime de Vichy ait protégé les Français tandis que le général de Gaulle combattait.

■ La mémoire du génocide des Juifs

• Le retentissement du **procès Eichmann en 1961** (doc 2) impulse le développement d'une mémoire propre à la déportation juive grâce à l'action de **groupes mémoriels**.
• Des monuments commémoratifs sont érigés en hommage aux déportés juifs. En 1985, le film de Claude Lanzmann, *Shoah*, sort en salles. Les témoignages successifs rendent compte de l'horreur de la **déportation raciale** et des chambres à gaz. En 1987, le procès de l'officier SS **Klaus Barbie** donne également l'occasion aux anciens déportés juifs de prendre la parole.

C Des mémoires éclatées depuis les années 1990

■ Le temps de la reconnaissance officielle

• Le pouvoir politique n'avait jusque-là jamais reconnu officiellement la responsabilité de l'État français dans la déportation. Pourtant, **Maurice Papon**, en 1983, et **René Bousquet**, en 1991, deux anciens fonctionnaires vichystes, font l'objet d'une **inculpation pour « crime contre l'humanité »**. Ces affaires sont très médiatisées.
• En juillet 1992, François Mitterrand est hué lors de la commémoration de la rafle du Vél' d'Hiv : les Français viennent de découvrir qu'il avait travaillé pour le gouvernement de Vichy avant d'entrer dans la Résistance. Mais c'est surtout **Jacques Chirac**, qui, en 1995, reconnaît officiellement la responsabilité de l'État français.

■ Les usages politiques de la Résistance

• L'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir redonne un statut héroïque à la Résistance, notamment par sa décision de faire lire la **lettre de Guy Môquet** dans les lycées et par ses déplacements annuels au **plateau des Glières**.
• Cependant, la Résistance est un objet historique difficile à définir et le **travail des historiens** montre la **complexité des parcours résistants**. À partir de quels actes peut-on parler de Résistance ? Comment retracer la diversité des itinéraires de résistants ?

■ De nouvelles mémoires

• Le 18 janvier 2007, une cérémonie au Panthéon rend officiellement hommage aux « **Justes** de France ». Quant aux « **Malgré-nous** », ils sont officiellement reconnus comme « victimes du nazisme » le 8 mai 2010.
• Mais certains groupes sont encore relégués dans la mémoire nationale. C'est le cas notamment des **Tziganes** qui, victimes d'un génocide, n'ont toujours pas, en France, de journée de commémoration ou d'hommage officiel.

VÉRIFIEZ VOS CONNAISSANCES

1. Quelle est l'attitude des Français et de l'État au lendemain de la guerre ?
2. Quels sont les régimes mémoriels successifs de la Seconde Guerre mondiale entre les années 1950 et les années 1990 ?
3. Pourquoi parle-t-on aujourd'hui de « mémoires éclatées » de la Seconde Guerre mondiale ?

VOCABULAIRE

• Justes

L'expression « justes parmi les nations » est tirée du Talmud, livre sacré des Juifs. Elle désigne, dès les années 1950, les personnes ayant mis leur vie en danger pour sauver des Juifs durant la guerre.

• Lois d'amnistie

Mesure légale qui annule les inculpations pour des catégories de crimes précis. Les lois d'amnistie participent d'une politique de l'oubli.

• Malgré-nous

Expression qui désigne les Alsaciens et Mosellans incorporés de force dans l'armée allemande pendant la guerre. Les femmes réquisitionnées pour travailler dans les entreprises allemandes sont appelées les « Malgré-elles ».

• Mythe résistancialiste

Formule élaborée par l'historien Henry Rousso pour qualifier le moment mémoriel de mise en avant d'une Résistance unie dont les valeurs auraient été partagées par tous les Français durant la guerre.

• Régime mémoriel

Expression élaborée par les historiens de la mémoire qui désigne une période au cours de laquelle domine un type de mémoire identifiable et majoritairement partagée.



2. Le procès Eichmann, 1961

• Officier SS responsable de l'organisation logistique de la Solution finale, ayant fui en Argentine, Adolf Eichmann est arrêté et jugé à Jérusalem en 1961. Son procès, intégralement filmé, est l'occasion de libérer la parole des anciens déportés rescapés.